

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

Session extraordinaire informelle et ouverte du Comité de l'agriculture

Le président du groupe des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a invité les délégués à une réunion informelle de négociations sur l'agriculture dans la matinée du 28 mars.

La rencontre devait permettre de consulter davantage les membres sur la voie que doivent suivre les négociations sur l'agriculture après la Conférence ministérielle (CM9) de Bali. L'objectif consiste à produire un programme de travail, l'agriculture figurant au cœur des pourparlers, ainsi que l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les services, afin de conclure le Programme de Doha pour le développement (PDD), comme l'ont enjoint les ministres après Bali.

L'ambassadeur Adank attendait des membres qu'ils fassent ressortir ce qu'ils considèrent comme les principaux défis qu'il faudra relever, et les occasions qui se présenteront à l'avenir. Pour les orienter, il leur a demandé d'examiner trois questions portant sur la voie à suivre prévue pour les négociations sur l'agriculture :

1. Quels objectifs les membres considèrent-ils comme souhaitables et réalisables pour la poursuite des discussions et des négociations sur les « trois piliers » des pourparlers sur l'agriculture (accès aux marchés, soutien interne et subventions à l'exportation/concurrence)?
2. Quelles contributions les membres considèrent-ils qu'eux-mêmes et d'autres doivent faire?
3. Quels nouveaux renseignements au sujet de l'établissement de la politique et des faits nouveaux, qui peuvent être pertinents pour les négociations, les membres souhaitent-ils présenter – ou encourageraient-ils d'autres à mettre de l'avant?

Le président a déjà commencé à consulter les délégations individuellement et en groupes, activité dont il a fait rapport lors de la réunion du Conseil général du 14 mars. À cette date, l'ambassadeur Adank a déclaré qu'il a observé un « engagement renouvelé » chez les membres, mais également un souhait d'apprendre à connaître les positions des uns et des autres et de préciser davantage quels sont les questions non réglées en agriculture.

« [Traduction] La tâche essentielle demeure de découvrir, au moyen d'un échange honnête, franc et pragmatique de points de vue, comment nous pouvons reprendre la progression plutôt que de rester dans l'impasse sur des questions qu'une grande majorité des membres continuent de considérer comme fondamentales », a-t-il déclaré dans son rapport.

Cette dernière consultation du 28 s'est révélée, quant à elle, être plus compliquée que prévu, car les membres ne s'entendaient pas sur ce qui constituerait la base de futures négociations; c'est-à-dire si le texte sur le projet de modalités de décembre 2008 actuel, la Rev4 comme il est convenu de l'appeler, devrait continuer d'être l'assise de leurs délibérations.

Le noyau du désaccord est le fait que certaines délégations, principalement celles de pays en développement, font valoir que la Rev4 devrait demeurer la base des négociations, car elle tient compte du fragile équilibre auquel on est parvenu après de nombreuses années de négociations. Par conséquent, tout changement qu'on y apporterait risquerait de miner les négociations en défaisant un éventuel accord.

D'autres, principalement des pays développés comme les États-Unis, l'UE et la Norvège, n'étaient pas d'accord avec cette hypothèse et faisaient valoir au lieu de cela que l'économie mondiale, mais particulièrement en agriculture, a profondément évolué depuis que le projet Rev4 a été produit.

Les États-Unis, par exemple, ont déclaré qu'ils restent disposés à travailler avec la Rev4, tant et aussi longtemps qu'elle est fondée sur de l'information mise à jour et la plus récente situation, alors que l'UE, pour sa part, a également prétendu être prête à accepter le projet comme document de référence, mais a prévenu que certaines parties d'une éventuelle entente épouseront le projet de plus près que d'autres. La Norvège a fait remarquer l'ambition de la Rev4, qui selon elle se manifeste dans les nombreuses « exceptions » qu'elle contient. Avant de s'étendre davantage sur ce que les membres peuvent considérer comme de prochaines étapes « réalisables », les délégués doivent démêler quelle devrait être l'ambition du programme de travail, de déclarer les Norvégiens.

La crainte dans ce cas, comme l'a exprimé l'un des fonctionnaires, est la suivante : qu'est-ce que les membres considéreraient comme la base de futurs travaux si la Rev4 est abandonnée? Iraient-ils jusqu'à ne pas tenir compte des textes de référence antérieurs, comme le « cadre » de 2004 sur lequel la Rev4 est fondée, voire le mandat initial pour Doha?

L'ambassadeur Adank a exhorté les délégués à éviter un débat « stérile » au sujet de ce qui constitue le meilleur point de départ pour la poursuite des négociations et à se concentrer au lieu de ça sur la nature des questions qui doivent être réglées et à se demander si elles peuvent être résolues. Le président se saisira à présent des résultats des récentes consultations pour y réfléchir et en discuter avec le directeur général, M. Roberto Azevêdo, en prévision de la réunion du Comité des négociations commerciales du 7 avril.

Prochaine réunion du Partenariat transpacifique

Les négociateurs du PTP projettent de tenir leur prochaine Conférence ministérielle soit immédiatement avant, soit immédiatement après la réunion des 17 et 18 mai des ministres responsables du Commerce (MRC) de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui se tiendra en Chine. La réunion des MRC de l'APEC a été précédemment évoquée comme une date vers laquelle les ministres du PTP pourraient éventuellement se réunir pour continuer de pousser pour la conclusion d'un accord cette année.

Diverses sources ont signalé que cette prochaine conférence ministérielle serait légèrement différente des deux précédentes réunions, au cours desquelles des groupes de négociation se sont réunis à l'avance pour préparer la Conférence ministérielle. Cette fois-ci, il se peut que la réunion se déroule de conserve avec les réunions des groupes de négociation et des négociateurs principaux, bien que l'ordre exact n'ait pas encore été déterminé.

En outre, les observateurs interprètent ce délai des réunions du PTP comme une façon de donner du temps et de la latitude supplémentaires au Japon et aux États-Unis pour qu'ils règlent leurs problèmes bilatéraux, car les pourparlers doivent reprendre cette semaine.

L'USTR adjoint, M. Cutler et l'ambassadeur du Japon auprès des États-Unis, M. Hiroshi Oe, doivent se réunir les 27 et 28 mars pour continuer les pourparlers sur les négociations bilatérales sur l'accès aux marchés, en se concentrant particulièrement sur l'agriculture et les cinq catégories de produits sacrés du Japon (riz, produits laitiers, bœuf et porc, blé et orge, sucre et amidon). Le bureau de l'USTR a déclaré qu'à partir du 26 mars, les équipes de négociation du Japon et des États-Unis tiendront plusieurs journées de réunions au niveau de travail sur l'accès aux marchés.

Les deux pays feront principalement porter leurs pourparlers sur l'automobile et les barrières non tarifaires lundi prochain et mardi (31 mars-1^{er} avril). Cependant, cette fois-ci, le Japon enverra un négociateur différent à Washington pour la réunion, en l'occurrence son ambassadeur pour la diplomatie économique, l'ambassadeur Takeo Mori.

« [Traduction] Ces négociations se déroulent suite à l'accord conclu entre l'ambassadeur Froman et le ministre japonais pour le PTP, M. Akira Amari, de continuer de travailler pour chercher à rétrécir les écarts qui séparent les États-Unis et le Japon dans les négociations du PTP, en accordant une attention particulière à ces deux secteurs prioritaires », a déclaré l'USTR.

Prochains événements

- Réunion informelle du CNC de l'OMC, 7 avril 2014
- Conseil général de l'OMC, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre 2014
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai, Qingdao (Chine)
- Réunion des négociateurs principaux et des groupes de négociation du PTP, à déterminer
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai 2014, Paris
- OMC Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 6 juin, 6 juin, 13 novembre 2014
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet 2014, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre 2014, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

